

Assemblée générale des personnels, 27 avril 2009, amphithéâtre Milne-Edwards, 12h.

Benjamine Toussaint (MCF Anglais, préside l'AG), Françoise Litricos (BIATOSS), Florence Le Priol (BIATOSS), Nathalie Sage-Prachère (doctorante, Histoire) et Marie Salvat (BIATOSS), Renaud Malavialle (MCF Espagnol, prend en note les prises de parole).

Annliese Nef (MCF Histoire). Vous avez reçu un mel d'information... mais chaque jour, en temps réel, offre son lot de bonheur. Le 16 avril est paru le décret qui reconnaît les grades et diplômes de l'enseignement supérieur catholique, suite de l'accord avec le Vatican dénoncé depuis janvier.

Le 17 avril, une lettre a été envoyée aux présidents d'universités, assez claire. Lundi 20 avril, devant le CNESER, la ministre a affirmé, en toute illégalité, que les masters d'enseignement ne seront pas évalués par l'AERES, qui avait refusé cette évaluation. Aura donc lieu, contre la loi, une évaluation par l'AGES qui fera redescendre des maquettes types. Lionnel Collet, président de la CPU a protesté.

Le 21 avril, les décrets sur le statut et sur le CNU passent devant le Conseil d'Etat, habilement ou lâchement, à vous d'apprécier. Nous y étions quelques uns et ce n'est pas passé inaperçu.

Le 22 avril, le conseil des ministres a entériné les décrets mais il a aussi fait passer aussi le CDU, entériné par le premier ministre. Ce sont donc 5 décrets. Nous avons assisté à de nombreuses déclarations selon lesquelles le mouvement est terminé (pendant les vacances, logique...!).

Le texte du décret sur le statut des EC n'est pas celui qu'a validé le syndicat et la référence de 192h, c'est terminé (la nouvelle formulation, commentée par les juristes, ne laisse plus aucun doute sur ce point).

A propos des commissions sur les concours, le cadrage des masters/ concours, sur le stage sans alternance, sur la revalorisation... ce sont donc 4 commissions qui se tiendront entre le 21 avril et le 19 mai... en tout 8 demie-journées sont prévues pour que tout soit achevé en juin.

Ils passent en force, tout simplement. S'ils ont choisi les vacances, c'est peut-être aussi qu'ils savent bien que tout n'est pas réglé.

Caroline Callard (MCF Histoire). La fébrilité du gouvernement était perceptible pendant les vacances : tout le processus de négociation et toute démocratie sont niés, le passage en force est net et brutal, le gouvernement choisit l'affrontement et l'intimidation dans un moment de faiblesse pour le pouvoir : l'interview de Fillon le montre. Ils refusent toute forme de validation des examens... et voient que les cours ne reprennent pas et qu'ils ne reprendront

pas. La mobilisation, ils ont tenté de lui couper l'herbe sous les pieds au moment où ils n'allaient plus pouvoir déverser leur propagande. Ils reçoivent aujourd'hui un démenti cinglant. Les prophéties d'essoufflement du mouvement ont fait long feu. C'est le sens de la déclaration de Fillon : un aveu de faiblesse et non un avis de force. Soyons conscients de notre force et de leur faiblesse et nous aurons une chance de l'emporter.

Yves Figueiredo. Des rumeurs courent sur le discrédit de l'université française... aux Etats-Unis entend-on. Je suis enseignant référent pour la zone EU : nous ne recevons aucun mel tendant à remettre en question les conventions. Nous sommes l'université qui en a le plus. Les Nord-américains ne sont pas consternés, ils ont des questions mais ce sont les mêmes que les nôtres. En revanche il y a bien des tensions entre nous et eux : eux sont très embarrassés parce que leur budget est atteint par la crise, leur budget n'est pas sanctuarisé comme le nôtre, certains ne peuvent plus accueillir nos enseignants et doctorants parce qu'ils ne peuvent pas assurer les salaires d'un assistant : ils sont humiliés et les tensions qui peuvent exister ne sont pas celles que l'on croit. De surcroît, il existe un réel intérêt pour la France et ce mouvement ne le remet pas en question, au contraire : ils nous envient pour notre intérêt pour la chose publique, ils sont interpellés parce qu'on organise des débats de qualité sur des questions de fond. Des réformes semblables sont imposées d'autorité dans d'autres pays européens : donc notre résistance suscite un intérêt. A Chicago on organise un débat et des rencontres sur le rôle de *La princesse de Clèves* !

En France c'est autre chose. Quand on nous dit qu'on fait peur et qu'ils iront dans le privé, l'argument ne tient pas une seconde : ils iront dans le privé précisément si les réformes passent.

Collègue BIATOSS. A la Coordination des BIATOSS, nous étions une trentaine de personnes venues de 14 universités. Nous voulons la convergence des luttes : il faut prévoir que des petites délégations d'universités viennent se mélanger avec les professionnels de la santé. Du 11 au 20 mai, il faudrait des actions devant le Sénat qui débat le projet de loi Bachelot. Renforçons la Ronde des Obstinés. Dans le second degré, ça bat de l'aile... ils sont échaudés par 2003 (les retraites) où ils ont perdu un mois de salaire, comment les remobiliser? Il faut aller dans les établissements qui sont au ministère de la culture. Avec la BNF, on a beaucoup à apprendre, la précarité des personnels est généralisée.

Il y a un appel aux directeurs des différents centres communs de documentation. Concernant la sous-direction des bibliothèques, la question des directeurs qui pourraient être des enseignants... la question de l'évaluation ("entretien professionnel")... est plus délicate. Dans quelques années, les primes seront données ou pas. Ce seront des primes de "fonction et de résultat"... pour l'instant, le seul risque est d'avancer à l'ancienneté, mais bientôt nous n'aurons

droit qu'à une petite prime ou rien. Il faut se mobiliser contre ces "entretiens", appeler au boycott, qui doit être soutenu par les syndicats.

Benjamine Toussaint (MCF Anglais). Pour demain, la jonction est prévue, on va en reparler au moment du calendrier.

Claire Tardieu (IUFM). Nous sommes quelques unes ici et nous voulions témoigner qu'on est toujours mobilisé. Notre souci, ce sont les futurs enseignants du premier et du second degré. En Italie c'est grave : la réforme est en cours depuis 1980 (LMD). D'abord il s'est agi de la déconnection de la réussite au concours et de l'attribution d'un poste (les diplômés figurent sur une liste d'attente). Ils accumulent des points en fonction de la note finale et en effectuant des remplacements qui récompensent leur docilité. La liste d'attente s'est gonflée, donc il n'y a même plus besoin de concours : il y en a eu en 1977, en 1986, en 1993 et le dernier a eu lieu en 1999. Depuis Bologne, on n'organise officiellement plus de concours. Les listes d'attente sont si gonflées qu'il n'y a plus du tout d'enseignants chez les jeunes, puisqu'on n'a pas besoin d'eux. Première dérive : la suppression du concours, avant la liste d'attente régionalisée et le développement d'écoles privées avec des salaires négociés pour *acheter* des points. La formation est payante, elle dure deux ans après le master.

Annliese Nef. Ce n'est pas un hasard si l'on parle de l'Italie, la situation est semblable à la nôtre, au départ, dans ce pays.

Florence Le Priol (BIATOSS). La mobilisation est différente selon les zones. Bordeaux reconduit la grève. La Zone B est encore en vacances. En Zone A, la mobilisation se poursuit fortement, plus encore qu'avant les vacances, avec la publication du décret au JO. A Caen on n'a jamais autant mobilisé : le 2ème campus est en blocage. A Grenoble ça continue. A Lyon I et II sont en grève totale. Montpellier II poursuit comme avant les vacances, les trois conseils ont voté des motions, à Montpellier III, c'est compliqué mais la lutte continue, à Nancy c'est le blocage et l'AG de la rentrée est la plus importante depuis le début. En Bretagne on est en blocage, Rennes est en grève même si le blocage n'est pas systématique. A Toulouse, l'université Paul Sabatier, qui avait levé le blocage, rediscute la question et devrait bloquer. Au Mirail, on bloque et l'AG de la rentrée réunissait 2500 étudiants.

Vote de la grève. 15 mns de prise de parole pour le débat.

Jacques Guilhembet (PRAG à l'UFR Littérature française). Je suis très mobilisé et j'ai mobilisé les étudiants par courriels. Mais maintenant, je ne peux pas

rencontrer les étudiants dans un cadre propice. Il faudrait dissocier le vote de la poursuite de la grève et le vote du blocage. Le site de Clignancourt reste fermé depuis le début du blocage... Mes étudiants de première année, je ne peux pas même les voir...

Isabelle (PRAG Italien). Je m'associe à ce qui vient d'être dit. Nous recevons des messages gentils, solidaires, mais qui ne comprennent pas pourquoi nous ne pouvons pas continuer notre mobilisation en reprenant les cours. Pensons à une mobilisation sur le long terme puisqu'on ne nous entend pas. Je demande d'envisager des possibilités sur le long terme sans pour autant remettre en cause un semestre entier. Je suis solidaire du mouvement.

Monica Michlin (MCF Anglais). Je comprends bien le besoin de rencontrer les étudiants. En Anglais, nous prenons des étudiants pour un demi semestre. Nous lançons des invitations par mel pour les rencontrer hors les murs pour un cours alternatif hors programme ou pas : sur les droits civiques, je leur montre qu'il faut être dehors pour agir...

En revanche, je trouve affligeant que des collègues grévistes accablent les étudiants de travaux notés, plus que d'habitude même, parce qu'ils ont mauvaise conscience. Il faut être en prise avec le réel : c'est une lutte, si j'étais un ministre et que je voyais que ceux à qui je viens de faire tout ça reprennent gentiment les cours, je me dirais, génial! Jacques, je n'ai aucun doute sur les valeurs que nous partageons, mais je sais comment eux pensent et ils diront que si on vous marche sur la tronche et que vous cédez, dans six mois, ils nous baissent nos salaires : nous sommes des "poids morts"...

Vous croyez que c'est de la science-fiction? Non, en Irlande 7% de baisse de salaires, en Léthonie 15%. On est pas Irlandais...? Mais tout est bon pour eux! Valérie Péresse a fait HEC, moi aussi, je peux vous dire que quand on n'avait ne serait-ce qu'un geste gentil, on était des *losers*. Jacques je t'adore quand même !

Françoise Litricos. Il y a des BIATOSS, vous le savez, on existe : une vraie grève implique un moyen d'action et c'est le blocage. Nous sommes engagés autant que les enseignants et nous entendons mener l'action le mieux possible. On va fermer.

Elisabeth Angel-Pérez (Professeur, UFR d'Anglais). J'ai plusieurs fois pris la parole pour dire ce que vous venez de dire, mais maintenant, puisqu'on a pas pris l'option de faire cours et autre chose, maintenant c'est trop tard. Se coucher maintenant c'est "juste plus possible". Je suis pour la radicalisation de ce mouvement.

Jean-François Laplénie (MCF d'Allemand). C'est un souhait que nous avons tous. Il faut distinguer trois choses différentes. Nous n'avons pas réussi à lancer des cours alternatifs. Il faut qu'ils soient pensés comme tels et annoncés comme tels. Moi je fais des choses déconnectées du réel, mais rassembler les étudiants permet de les maintenir vifs, de les nourrir intellectuellement. Paris I a réussi une vraie politique de cours alternatifs, visibles. Quand on demande l'ouverture des centres, ce n'est pas forcément pour faire cours normalement.

Marianne Lorenzi (MCF à l'UFR de Littérature française).

Je suis absolument d'accord et j'ai barbé tout le monde avec ça. Pendant une semaine. Au bout d'une semaine, Malesherbes a été envahie de vrais cours. J'étais seule et je servais de caution dans leur mauvaise conscience. Les collègues passaient à côté de moi et ils étaient très gentils, tout sourire avec moi. La grève c'était moi, le mouvement sans la grève, c'était eux : les gens passaient, me faisaient coucou et eux allaient aux choses sérieuses. Quelle colère j'ai ressentie ! Alors que mon enthousiasme était délirant au départ ! Si on vote la grève, il faut qu'il y ait la grève, je refuse de la représenter à moi toute seule!

Annliese Nef (MCF à l'UFR d'Histoire). Bordeaux III est occupé et l'IUT de Bordeaux III aussi. Qu'est-ce que ça signifie si on arrête la grève? Avoir une autre option, ça veut dire que nous avons perdu et que nous le reconnaissons. Continuer, mettre la pression sur les examens, ça ne veut pas dire renoncer à une action à long terme. Cette action continuera. Mais la temporalité actuelle, c'est : qu'est-ce que nous faisons de nos dix semaines de grève? Je refuse qu'on me dise que je peux rattraper les cours, ça oui, ce serait brader la formation! Il faut que ce semestre soit exceptionnel parce que nous restons tous solidaires dans la défense des valeurs auxquelles nous croyons.

Nathalie Sage-Prachères (Doctorante Histoire). Une amie a assisté à la CN des BIATOSS et a dit : "c'est bien, parce que ce que vous dénoncez aujourd'hui, c'est ce qu'on vit au jour le jour". Par ailleurs, il n'est pas envisageable de considérer que ce qu'on a fait ne vaut rien. La grève, ils s'en sont aperçus. S'ils ont tenu à passer en force, c'est parce qu'ils savaient qu'ils ne pouvaient pas imposer la réforme autrement. On peut recommencer nos cours en claquant des doigts? Mais c'est se moquer du monde, de nos étudiants...! D'aucuns penseront peut-être qu'on n'y a pas perdu en argent, moi je considère qu'on se bat pour nos étudiants.

Benjamine Toussaint. Vote de la grève jusqu'à la prochain AG lundi 4 mai 2009.

NPPV (pas légitime) 1

Abstentions 11

Contre 5

Pour 185

Julien Auvert (AGEP, syndicat étudiant). Il n'y a pas de décision officielle pour les examens. Des motions ont été votées pour dénoncer la responsabilité du mouvement. Il y a 5 scénarii possibles uniquement.

1. Raccrocher les wagons du calendrier normal : cinq semaines pour valider. Impossible.
2. Validation du calendrier avec cours jusqu'au 20 juin, jury mi-juillet (on ménage les étudiants qui se présentent aux écoles).
3. Session 1 début septembre, l'autre juste après.
4. Faire redoubler tout le monde (impossible).
5. Validation automatique (seule possibilité en cas d'absence de formation).

En attendant les décisions, c'est à décliner selon les spécificités des UFR...il est primordial que les examens soient organisés par le service des examens. L'AGEP défendra la légalité des examens, tous les étudiants doivent être égaux, le contenu clairement établi, après une définition claire et précise de ce qu'est un cours valide. Des cours dans le café ou à domicile ont une validité assez douteuse. Des cours UFR par UFR, c'est le *far west*, on ne laissera pas faire.

En cas d'irrégularités : on catalogue UFR par UFR les entorses à nos principes et on va au tribunal administratif. On présente les textes votés, en quatre jours d'instruction, et en un mois toutes les sessions d'examens illégaux seront cassées. Nous n'avons aucun intérêt à cette situation ; c'est un exemple. Tous les syndicats s'échineront à ce que le cadre légal soit le plus droit possible et qu'on n'ait pas besoin de monter au tribunal administratif.

Benjamine Toussaint. Les cinq cas se déclinent de façon variable. Nous allons discuter sur la question des examens. Mais dès que nous adopterons une position claire et ferme, le gouvernement saura comment contre-attaquer. Nous devrions évoquer juste les solutions, dans l'intérêt du mouvement.

Myriam Benaroch (MCF Institut d'Etudes Ibériques). La proposition 3 est absurde. Que signifie la solution 1 si on vient de voter la grève ? Il n'y a que trois possibilités : soit tout le monde redouble, soit personne, soit on neutralise le second semestre.

Maggie Haimart (MCF à l'UFR d'Anglais). La question des examens ne se pose même pas quand on est en grève. On ne peut pas se passer de nous et si nous

sommes en grève, rien ne se fait.

Olivier Freysset (Professeur, UFR d'Anglais). Il n'y a pas de position à prendre sur les examens... c'est juste pour que tout le monde sache vers quoi on va et avoir une idée des conséquences. Si on était camionneurs de transports de marchandises, elles ne seraient pas livrées et on s'en ficherait. Nous on est mal, comme dans les hôpitaux. Il va en fait se passer un truc bizarre dont la nature est à déterminer, voilà tout, et nous on peut respirer un peu. Moi je donne du travail, le mien c'est la lutte des classes. Il faut qu'ils travaillent, parce qu'au bout du compte, quelle que soit la façon dont ils ont eu leur diplôme, ce sera bien. Donnons du boulot!

Monica Michlin (MCF Anglais). A la CNU de mercredi, cette question va revenir. Tous ceux qui voient un micro arriver...doivent se préparer à cette question. A l'évidence, c'est sur les examens qu'il faut que tout se crispe. Sur la validation automatique..., c'est un peu fort de se scandaliser. La ministre vient de valider automatiquement les quelques maquettes revenues, sans scrupule. On peut avoir confiance dans l'intégrité de nos étudiants qui bosseront pendant les vacances pour donner un sens à la note octroyée. La ministre a peur que les étudiants descendent dans la rue parce qu'ils sont furieux contre elle.

Alexandra Sippel (Doctorante, UFR d'Anglais). Comme pour le bac de 68.

Kevin (Etudiant). Demain partiels à la sauce LRU... si vous êtes curieux, venez à 9h45 demain, surprise.

Annliese Nef (MCF à l'UFR d'Histoire). Voici un point sur la CNU de mercredi. Il faut élire des mandatés. Seront présents des représentants des sociétés savantes, il y aura un sursaut autour de la coordination, toutes les universités devraient être présentes.

Mandatés pour la CNU de mercredi : Julie Amiot (MCF Etudes Ibériques), Yves Figueiredo (MCF Anglais), Françoise Litricos (BIATOSS), Mathias Ledroit (MCF Espagnol).

1 abstention

1 contre

200 pour

Monica Michlin (MCF à l'UFR d'Anglais). Il faut absolument poser la question des débouchés politiques et syndicaux de notre mouvement, celle des renforts et des appuis possibles. A Paris IV, l'intersyndicale est totalement unitaire. On

voudrait donc voter un appel adressé à l'ensemble des syndicats français pour qu'ils prennent position sur la LRU : cette loi fait éclater le cadre national des diplômes et elle pèsera sur les grilles indiciaires et sur les conventions collectives. Il faut inviter l'ensemble des leaders syndicaux à s'expliquer officiellement ici, en Sorbonne. Il est indispensable d'obtenir le retrait définitif de la loi "mobilité des fonctionnaires". Nous pourrions ainsi constituer une délégation unitaire vers l'Elysée, le cas échéant. Lançons donc des invitations pour un *meeting* !

Richard Patry (Finances).

Article sur les actions violentes. L'unité totale, ce sont les organisations syndicales. Aux finances, il a reculé, sur le travail du dimanche et sur la Guadeloupe, unité du bas en haut pour la première fois.

Maryse Dumas fait un appel d'offre, pourquoi les syndicats nationaux ne pourraient pas l'inviter, l'UNEF même prétend nous soutenir !